

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

F. 99 — 2161

[99/00477]

13 MAI 1999. — Loi modifiant les articles 318 à 323 de la nouvelle loi communale, relatifs à la consultation populaire communale (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. L'article 318 de la nouvelle loi communale, inséré par la loi du 10 avril 1995, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 318. — Le conseil communal peut, soit d'initiative, soit à la demande des habitants de la commune, décider de consulter les habitants de la commune sur les matières visées aux articles 117, 118, 119, 121, 122 et 135, § 2.

L'initiative émanant des habitants de la commune doit être soutenue par au moins :

— 20 % des habitants dans les communes de moins de 15 000 habitants;

— 3 000 habitants dans les communes d'au moins 15 000 habitants et de moins de 30 000 habitants;

— 10 % des habitants dans les communes d'au moins 30 000 habitants. »

Art. 3. Dans l'article 319, alinéa 1^{er}, de la même loi, inséré par la loi du 10 avril 1995, les mots « électeurs communaux » sont remplacés par les mots « habitants de la commune ».

Art. 4. L'article 320 de la même loi, inséré par la loi du 10 avril 1995, est complété comme suit :

« 3° le nom, les prénoms, la date de naissance et le domicile des personnes qui prennent l'initiative de demander la consultation populaire. »

Art. 5. A l'article 321 de la même loi, inséré par la loi du 10 avril 1995, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 2, 2°, les mots « qui n'ont pas la qualité d'électeur communal » sont remplacés par les mots « qui ne répondent pas aux conditions fixées à l'article 322, § 1^{er} »;

2° l'alinéa 3 est complété comme suit :

« Dans ce cas, le conseil communal organise une consultation populaire. »

Art. 6. L'article 322 de la même loi, inséré par la loi du 10 avril 1995, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 322. — § 1^{er}. Pour demander une consultation populaire ou y participer, il faut :

1° être inscrit ou mentionné au registre de la population de la commune;

2° être âgé de seize ans accomplis;

3° ne pas faire l'objet d'une condamnation ou d'une décision emportant l'exclusion ou la suspension des droits électoraux de ceux qui sont appelés à voter aux élections communales.

§ 2. Pour pouvoir demander une consultation populaire, les conditions prévues au § 1^{er}, doivent être réunies à la date à laquelle la demande a été introduite.

Pour pouvoir participer à la consultation populaire, les conditions prévues au § 1^{er}, 2° et 3°, doivent être réunies le jour de la consultation et celle visée au § 1^{er}, 1°, doit l'être à la date à laquelle la liste de ceux qui participent à la consultation populaire est arrêtée.

Les participants qui, postérieurement à la date à laquelle la liste précitée est arrêtée, font l'objet d'une condamnation ou d'une décision emportant dans le chef de ceux qui sont appelés à voter aux élections communales, soit l'exclusion des droits électoraux, soit la suspension, à la date de la consultation, de ces mêmes droits, sont rayés de ladite liste.

§ 3. L'article 13 du Code électoral est d'application à l'égard de toutes les catégories de personnes qui répondent aux conditions prescrites au § 1^{er}.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

N. 99 — 2161

[99/00477]

13 MEI 1999. — Wet tot wijziging van de artikelen 318 tot 323 van de nieuwe gemeentewet betreffende de gemeentelijke volksraadpleging (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. Artikel 318 van de nieuwe gemeentewet, ingevoegd bij de wet van 10 april 1995, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 318. — De gemeenteraad kan, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van de inwoners van de gemeente, beslissen de inwoners te raadplegen over de aangelegenheden als bedoeld in de artikelen 117, 118, 119, 121, 122 en 135, § 2.

Het initiatief dat uitgaat van de inwoners van de gemeente moet worden gesteund door ten minste :

— 20 % van de inwoners in gemeenten met minder dan 15 000 inwoners;

— 3 000 inwoners in gemeenten met minstens 15 000 inwoners en minder dan 30 000 inwoners;

— 10 % van de inwoners in gemeenten met minstens 30 000 inwoners. »

Art. 3. In artikel 319, eerste lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 10 april 1995, wordt het woord « gemeenteraadskiezers » vervangen door de woorden « inwoners van de gemeente ».

Art. 4. Artikel 320 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 10 april 1995, wordt aangevuld als volgt :

« 3° de naam, voornamen, geboortedatum en woonplaats van de personen die het initiatief nemen tot de raadpleging. »

Art. 5. In artikel 321 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 10 april 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid, 2°, worden de woorden « die niet de hoedanigheid van gemeenteraadskiezer hebben » vervangen door de woorden « die niet voldoen aan de in artikel 322, § 1, opgesomde voorwaarden »;

2° het derde lid wordt aangevuld als volgt :

« In dat geval organiseert de gemeenteraad een volksraadpleging. »

Art. 6. Artikel 322 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 10 april 1995, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 322. — § 1. Om te verzoeken om of deel te nemen aan de volksraadpleging moet men :

1° in het bevolkingsregister van de gemeente ingeschreven of vermeld zijn;

2° de volle leeftijd van zestien jaar hebben bereikt;

3° niet het voorwerp uitmaken van een veroordeling of beslissing die voor een gemeenteraadskiezer de uitsluiting of schorsing van het kiesrecht meebrengt.

§ 2. Om te verzoeken om een volksraadpleging moeten de voorwaarden vermeld in § 1 vervuld zijn op de datum waarop het verzoekschrift werd ingediend.

Om deel te nemen aan de volksraadpleging moeten de voorwaarden vermeld in § 1, 2° en 3°, vervuld zijn op de dag van de raadpleging, en de voorwaarde vermeld in § 1, 1°, op de datum waarop de lijst van deelnemers aan de volksraadpleging wordt afgesloten.

De deelnemers die na de datum waarop de lijst van de deelnemers aan de volksraadpleging wordt afgesloten, het voorwerp zijn van een veroordeling of een beslissing die voor een gemeenteraadskiezer ofwel de uitsluiting van het kiesrecht, ofwel de schorsing van dat recht op de dag van de raadpleging meebrengt, worden van de lijst van deelnemers aan de volksraadpleging geschrapt.

§ 3. Artikel 13 van het Kieswetboek is van toepassing op alle categorieën van personen die voldoen aan de in § 1 bepaalde voorwaarden.

Pour les ressortissants non belges et pour les ressortissants belges âgés de moins de dix-huit ans, les notifications interviendront à l'initiative des parquets des cours et tribunaux dans l'hypothèse où la condamnation ou l'internement, qui ne sont plus susceptibles d'aucun recours ordinaire, auraient emporté exclusion de l'électorat ou suspension des droits électoraux s'ils avaient été prononcés à charge d'une personne appelée à voter aux élections communales.

Si la notification intervient après que la liste de ceux qui participent à la consultation populaire a été arrêtée, l'intéressé est rayé de cette liste.

§ 4. Le trentième jour avant la consultation, le collège des bourgmestre et échevins dresse une liste des participants à la consultation populaire.

Sur cette liste sont repris :

1° les personnes qui, à la date mentionnée, sont inscrites ou mentionnées au registre de la population de la commune et satisfont aux autres conditions de participation prévues au § 1^{er};

2° les participants qui atteindront l'âge de seize ans entre cette date et la date de la consultation;

3° les personnes dont la suspension des droits électoraux prendra ou prendrait fin au plus tard le jour fixé pour la consultation.

Pour chaque personne satisfaisant aux conditions de participation, la liste des participants mentionne le nom, les prénoms, la date de naissance, le sexe et la résidence principale. La liste est établie selon une numérotation continue, la cas échéant par section de la commune, soit dans l'ordre alphabétique des participants, soit dans l'ordre géographique en fonction des rues.

§ 5. La participation à la consultation populaire n'est pas obligatoire.

Chaque participant a droit à une voix.

Le scrutin est secret.

La consultation populaire ne peut avoir lieu que le dimanche. Les participants sont admis au scrutin de 8 à 13 heures. Ceux qui se trouvent dans le local de vote avant 13 heures sont encore admis au scrutin.

§ 6. Il n'est procédé au dépouillement que si ont participé à la consultation, au moins :

— 20 % des habitants dans les communes de moins de 15 000 habitants;

— 3 000 habitants dans les communes d'au moins 15 000 habitants et de moins de 30 000 habitants;

— 10 % des habitants dans les communes d'au moins 30 000 habitants.

§ 7. Les dispositions de l'article 147bis du Code électoral sont applicables à la consultation populaire communale, étant entendu que le mot « électeur » est remplacé par le mot « participant », que les mots « l'électeur » et « les électeurs » sont chaque fois remplacés respectivement par les mots « le participant » et « les participants », que les mots « l'élection » sont remplacés par les mots « la consultation populaire » et que les mots « les élections pour lesquelles » sont remplacés par les mots, « la consultation populaire pour laquelle ».

Art. 7. Dans l'article 323, alinéa 4, de la même loi, inséré par la loi du 10 avril 1995, le mot « électeurs » est remplacé par les mots « habitants de la commune ».

Art. 8. Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi. Cette date ne peut être postérieure au 1^{er} janvier 2000.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 13 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
L. VAN DEN BOSSCHE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

Voor niet-Belgische onderdanen en voor Belgische onderdanen jonger dan achttien jaar worden de kennisgevingen door de parketten van de hoven en rechtbanken gedaan wanneer de veroordeling of de internering, waartegen met geen gewoon rechtsmiddel meer kan worden opgekomen, zou geleid hebben tot uitsluiting van het kiesrecht of opschorting van dit recht als ze ten laste van een gemeenteraadskiezer werd uitgesproken.

Ingeval van kennisgeving nadat de lijst van deelnemers aan de volksraadpleging is opgemaakt, wordt de betrokkene van deze lijst geschrapt.

§ 4. Op de dertigste dag voor de raadpleging maakt het college van burgemeester en schepenen een lijst op van deelnemers aan de volksraadpleging.

Op die lijst worden vermeld :

1° de personen die op vermelde datum in het bevolkingsregister van de gemeente ingeschreven of vermeld zijn en de andere in § 1 bedoelde deelnemingsvoorwaarden vervullen;

2° de deelnemers die tussen deze datum en de datum van de raadpleging de leeftijd van zestien jaar bereiken;

3° de personen voor wie de schorsing van het kiesrecht een einde neemt of zou nemen uiterlijk op de dag die is vastgesteld voor de raadpleging.

Voor elke persoon die voldoet aan de deelnemingsvoorwaarden, vermeldt de lijst van deelnemers aan de volksraadpleging de naam, de voornamen, de geboortedatum, het geslacht en de hoofdverblijfplaats. De lijst wordt volgens een doorlopende nummering en eventueel per wijk van de gemeente opgemaakt, ofwel in alfabetische volgorde van de deelnemers, ofwel geografisch volgens de straten.

§ 5. De deelname aan de volksraadpleging is niet verplicht.

Elke deelnemer heeft recht op één stem.

De stemming is geheim.

De volksraadpleging kan enkel op een zondag plaatsvinden. De deelnemers worden tot de stemming toegelaten van 8 tot 13 uur. Zij die zich voor 13 uur in het stemlokaal bevinden, worden nog tot de stemming toegelaten.

§ 6. Tot stemopneming wordt slechts overgegaan indien aan de raadpleging hebben deelgenomen, ten minste :

— 20 % van de inwoners in gemeenten, met minder dan 15 000 inwoners;

— 3 000 inwoners in gemeenten met minstens 15 000 inwoners en minder dan 30 000 inwoners;

— 10 % van de inwoners in gemeenten met minstens 30 000 inwoners.

§ 7. De bepalingen van artikel 147bis van het Kieswetboek zijn van toepassing op de gemeentelijke volksraadpleging, met dien verstande dat de woorden « kiezer » en « kiezers » steeds worden vervangen door respectievelijk de woorden « deelnemer » en « deelnemers », en de woorden « verkiezing » en « verkiezingen » door het woord « volksraadpleging ».

Art. 7. In artikel 323, vierde lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 10 april 1995, wordt het woord « kiezers » vervangen door de woorden « inwoners van de gemeente ».

Art. 8. De Koning bepaalt de datum van inwerkingtreding van deze wet. Deze datum mag niet later zijn dan 1 januari 2000.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 13 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. VAN DEN BOSSCHE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

Note

(1) *Session ordinaire 1996-1997.*
Chambre des représentants.
Document parlementaire. — Proposition de loi, nr. 1174/1.
Session ordinaire 1997-1998.
Chambre de représentants.
Documents parlementaires. — Amendements, n^{os} 1174/2 à 7. — Rapport, n^o 1174/8. — Texte adopté par la Commission, n^o 1174/9. — Amendements, n^o 1174/10. — Rapport complémentaire, n^o 1174/11. — Amendements, n^o 1174/12 à 14.
Session ordinaire 1998-1999.
Chambre des représentants.
Documents parlementaires. — Articles adopté en séance plénière, n^o 1174/15. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n^o 1174/16.
Annales de la Chambre. — Discussion et adoption, séances des 15 juillet, 21, 22 et 29 octobre 1998.
Sénat.
Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre des représentants, n^o 1-1133/1. — Amendements, n^{os} 1-1133/2 à 4. — Rapport, n^o 1-1133/5. — Texte adopté par la Commission n^o 1-1133/6. — Texte amendé par le Sénat et renvoyé à la Chambre des représentants, n^o 1-1133/7.
Décision de la commission parlementaire de concertation, n^o 82/39.
Annales du Sénat — Discussion et adoption, séance du 11 mars 1999.
Chambre des représentants.
Documents parlementaires. — Texte amendé par le Sénat, n^o 1174/17. — Rapport, n^o 1174/18. — Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale, n^o 1174/19.
Annales de la Chambre. — Discussion et adoption, séances des 21 et 22 avril 1999.

Nota

(1) *Gewone zitting 1996-1997.*
Kamer van volksvertegenwoordigers.
Parlementair bescheid. — Wetsvoorstel, nr. 1174/1.
Gewone zitting 1997-1998.
Kamer van volksvertegenwoordigers.
Parlementaire bescheiden. — Amendementen, nrs. 1174/2 tot 7. — Verslag, nr. 1174/8. — Tekst aangenomen door de Commissie, nr. 1174/9. — Amendementen, nr. 1174/10. — Aanvullend verslag, nr. 1174/11. — Amendementen, nr. 1174/12 tot 14.
Gewone zitting 1998-1999.
Kamer van volksvertegenwoordigers.
Parlementaire bescheiden. — Artikelen aangenomen in plenaire vergadering, nr. 1174/15. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 1174/16.
Handelingen van de Kamer. — Bespreking en aanneming, vergaderingen van 15 juli 21, 22 en 29 oktober 1998.
Senaat.
Parlementaire bescheiden. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-1133/1. — Amendementen, nrs. 1-1133/2 tot 4. — Verslag, nr. 1-1133/5. — Tekst aangenomen door de Commissie, nr. 1-1133/6. — Tekst geamendeerd door de Senaat en teruggezonden aan de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-1133/7.
Beslissing van de parlementaire overlegcommissie, nr. 82/39.
Handelingen van de Senaat. — Bespreking en aanneming, vergadering van 11 maart 1999.
Kamer van volksvertegenwoordigers.
Parlementaire bescheiden. — Tekst geamendeerd door de Senaat, nr. 1174/17. — Verslag, nr. 1174/18. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd, nr. 1174/19.
Handelingen van de Kamer. — Bespreking en aanneming, vergaderingen van 21 en 22 april 1999.

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

F. 99 — 2162

[C - 99/11151]

19 AVRIL 1999. — Arrêté royal portant mise en vigueur partielle de la loi du 16 juin 1970 sur les unités, étalons et instruments de mesure

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 16 juin 1970 sur les unités, étalons et instruments de mesure, notamment les articles 23, 30 et 35;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 21 janvier 1999;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Economie,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Entrent en vigueur les articles 23 et 30 de la loi du 16 juin 1970 sur les unités, étalons et instruments de mesure.

Art. 2. Notre Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 avril 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
E. DI RUPO

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 99 — 2162

[C - 99/11151]

19 APRIL 1999. — Koninklijk besluit houdende gedeeltelijke inwerkingtreding van de wet van 16 juni 1970 betreffende de meeteenheden, de meetstandaarden en de meetwerktuigen

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 16 juni 1970 betreffende de meeteenheden, de meetstandaarden en de meetwerktuigen, inzonderheid de artikelen 23, 30 en 35;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 21 januari 1999;

Op de voordracht van Onze Minister van Economie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Treden in werking de artikelen 23 en 30 van de wet van 16 juni 1970 betreffende de meeteenheden, de meetstandaarden en de meetwerktuigen.

Art. 2. Onze Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 april 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
E. DI RUPO